

# Algérie : racines et projections

Il a manqué à ces gouvernements, enfoncés dans un unanimité sans nuances, la faculté et le courage de dépasser les barrières des vieux différends du Mouvement national.

Sinon, comment expliquer que les successeurs de ces gouvernements se soient, en quelques années, résolus, après bien des crises et des louvoisements, à tout reconnaître, en gros et dans le détail, ce qu'ils refusaient, obstinément, la veille :

***Dans l'évaluation des contributions au règlement de ce conflit, les observateurs tentent de situer la place que le RCD y a occupé, avec les autres partis de la mouvance, et d'expliquer pourquoi il en fut un des accélérateurs, en exploitant, avec un certain sens de l'opportunité, les ressources du mouvement associatif représenté par le MCB et les Aarouchs.***

autoriser l'émission de programmes radio-phoniques et télévisuels en tamazight ; constitutionnaliser la langue en l'élevant au rang de langue nationale et officielle ; décréter son enseignement dans les établissements scolaires ; libérer la création cinématographique et l'édition du patrimoine littéraire berbère et, même, célébrer, officiellement, Yennayer...

Dans l'évaluation des contributions au règlement de ce conflit, les observateurs tentent de situer la place que le RCD y a occupé, avec les autres partis de la mouvance, et d'expliquer pourquoi il en fut un des accélérateurs, en exploitant, avec un certain sens de l'opportunité, les ressources du mouvement associatif représenté par le MCB et les Aarouchs.

- Sans aller jusqu'à créditer, exclusivement, le RCD de l'avancée de ces luttes, on ne saurait, non plus, méconnaître son apport dans la réactualisation et la reposition de la question dans des formes plus osées que celles proposées par le passé.

Plusieurs avancées lui sont imputables parce qu'il a su rassembler, en particulier, la jeunesse, autour d'une vision, hors normes, du parti et de l'action politiques.

- Le RCD avait atterri sur la scène politique à la manière d'un OVNI venu bousculer la routine incantatoire et les postures empruntées de ses aînés. Il déclara, aussitôt, avoir pour but de donner du sens à la politique. Comment ? en pariant sur les élites dont il fit la colonne de sa direction autant que de sa base ; en attirant vers lui les intellectuels et les classes moyennes francophones, les fondateurs des Ligues des droits de l'Homme comme Miloud Brahimi qui en avaient assez de voir le train de la politique passer, devant eux, sans s'arrêter.

Ces couches cultivées qui craignaient pour leur avenir et leur place dans une société disputée par le pouvoir d'Etat et l'islamisme, avaient été séduites par les thèmes neufs que le parti soumettait au débat : non plus le socialisme à l'ancienne, comme le faisait le FFS, mais la social-démocratie, la laïcité, la refondation de l'Etat, la dénonciation de la fraude électorale, la réforme de l'école «sinistrée», la revisitation de l'Histoire de l'Algérie, de l'Antiquité à la Révolution de 1954, avaient touché la cible dans ce qu'elle avait de plus réactif.

Le parti ne se priva pas, alors, d'imaginer des formes d'actions-choc au moyen desquelles il entendait les faire incruster dans la conscience collective : comme celles qui virent Saïd Sadi affronter Abassi Madani, dans un face-à-face télévisé, particulièrement tonique, ou celles qui firent convoquer les états généraux des démocrates algériens dans l'intention de constituer un bloc – le Mouvement pour la Répu-

blique (MPR) - capable de faire pièce au fondamentalisme et de discuter, d'égal à égal, avec les représentants de l'Etat.

Les marches de protestation, les grèves du cartable, l'implication aux côtés des forces qui combattaient l'intégrisme, entraient dans sa façon de militer autrement, qu'il pensait être la plus rentable pour secouer les atavismes traînés par la société et les institutions publiques, depuis l'indépendance.

L'ensemble de ces formes d'actions qui tranchaient avec les anciens stéréotypes étaient supportés par une communication décomplexée et un esprit frondeur qui désignaient le parti comme le mouton noir du troupeau.

Et pour couronner cette construction qui agaçait partenaires et adversaires, le parti avait élu à sa tête Saïd Sadi<sup>(1)</sup>, un docteur en psychiatrie, ancien détenu politique, romancier, polémiste, affectionnant le sens de la formule et la préciosité du langage, l'anti-portrait des politiciens que l'on croissait, jusque-là, sur la place, celui qui aurait, semble-t-il, séduit le défunt Président Mohamed Boudiaf au point où ce dernier envisagea – dit-on – de le nommer chef du gouvernement, une hypothèse non vérifiée.

- Ces points de repères de l'identité politique du RCD, on les rencontrera, à chacune des étapes cruciales de l'histoire du parti, des assises du MCB de février 1989 qui lui donnèrent naissance jusqu'à aujourd'hui, une histoire dont on peut tout dire sauf qu'elle fut de tout repos.

Elle se distingua, d'abord, par un souci, quasi-maladif, de l'originalité : cela commence par la profession de foi inscrite au fronton de ses statuts : «La maghrébinité, l'africanité et la méditerranéité constituent, avec les éléments définis par la Constitution, les valeurs essentielles de l'identité nationale.»

Apparenté social-démocrate, il se veut la locomotive des partis de gauche et d'extrême gauche, Ettahadi, le Parti des travailleurs (PT), le Parti socialiste des travailleurs (PST), eux aussi acquis à la cause identitaire, illustrant cette position par la traduction précoce et systématique, en tamazight, de leurs sigles, de leurs mots d'ordre et de leurs programmes.

- Ces moments-clefs qui balisent cette histoire, marquée par un incessant mouvement d'attraction-répulsion vis-à-vis du pouvoir, furent, au nombre de sept :

1- Le premier le voit participer aux élections locales de juin 1990 où il remporte la présidence de 87 communes en l'absence du Front des forces socialistes qui les boycotte.

2- Le suivant le fait se prononcer sur les résultats du 1<sup>er</sup> tour des élections législatives de 1991 à l'annulation duquel il appelle, en sollicitant, publiquement, l'ANP pour le faire, ce qui fit dire à Abdelhamid Mehri que «la démocratie des chars est une démocratie malade».

3- Le troisième le range parmi les partis clivants, «éradicateurs» et «anti-théocratiques» qui attaquent le FLN dissident, le FFS et les autres signataires du Contrat de Rome. Il s'éparpille, alors, et cible, de la même façon, le gouvernement.

4- Vinrent les élections présidentielles de novembre 1995 auxquelles il présente

Saïd Sadi classé troisième après Zeroual et Nahnah. Deux ans après, il remporte 19 sièges à l'APN devenant la 6<sup>e</sup> «force politique» du pays. Et même s'il boycotte les présidentielles anticipées de 1999, il autorise Amara Benyoune et Hamid Lounaoui à rejoindre le gouvernement de Ahmed Benbitour en qualité de ministres de la Santé et des Transports, aux côtés de ministres islamistes.

5- L'un des derniers moments-clé le propulse aux côtés des Aarouchs de Belaïd Abrika qui tente de pousser le gouvernement dans ses ultimes retranchements, en lançant ses troupes à l'assaut d'Alger, presque dans le même réflexe qui incita le FIS à se rebeller contre le gouvernement Hamrouche. Le RCD se retire de l'Exécutif et entame sa traversée du désert.

6- Saïd Sadi signe, personnellement, le sixième tournant de l'histoire du parti en abandonnant sa présidence au 4<sup>e</sup> congrès de mars 2012. Il pensait faire, ainsi, conformer ses actes à ses déclarations, après 23 ans de règne sur une formation donnant l'impression d'être arrivée en fin de mission.

Il libérait la voie de la direction à Mohcine Belabbès, député d'Alger, un militant pondéré, arabophone, «le mieux indiqué» pour prendre les rênes d'un parti d'où furent éloignés, naguère, Arezki Ait Larbi et Khali-da Toumi, des «ambitieux» accusés de «fractionnisme».

7- Enfin, après avoir été à l'origine de la fondation, en 2014, de la CNLTD (Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique) – la fédération des oppositions alliée au Pôle du changement de Ali Benflis dans le cadre de l'Icso (l'Instance de coordination et de suivi de l'opposition) hostile à la révision de la Constitution et au 4<sup>e</sup> mandat du Président Abdelaziz Bouteflika – le RCD se ravise. Il annonce sa participation aux élections législatives de 2017, renonce, comme le FFS et le PT, à la vieille revendication de la transition démocratique et consent à passer sous les fourches caudines du dispositif prévu par la révision constitutionnelle de 2016.

L'époque des grands éclats s'estompe petit à petit. Elle laisse la place à une normalisation qui lui fait prendre, contre toute attente, le contrepied de sa politique éradicatrice qu'il troque contre de surprenantes effusions réconciliatrices avec les anciens

***Saïd Sadi signe, personnellement, le sixième tournant de l'histoire du parti en abandonnant sa présidence au 4<sup>e</sup> congrès de mars 2012. Il pensait faire, ainsi, conformer ses actes à ses déclarations, après 23 ans de règne sur une formation donnant l'impression d'être arrivée en fin de mission.***

dirigeants de l'ex-FIS, Kamel Guemazi, Abdelkader Boukhemkhem et Ali Benhadj invités à Mazafran I.

Le parti changea, du tout au tout, l'orientation de son discours. Il édulcora ses attaques contre le pouvoir et ses «Kabyles de service» (entendez Ahmed Ouyahia, Ali Haddad, Hamid Sidi Saïd...). Son ancien leader, recyclé dans le mouvement associatif, s'occupe, dans d'interminables polémiques avec d'anciens dirigeants du MALG, d'investir le champ de la recherche sur l'histoire de la Révolution et ses figures nationales, Amirouche, Abane Ramdane, ramenées à une surprenante dimension régionale.

Le seul adversaire qui le dérange, encore, est le FFS, le parti auquel Saïd Sadi eut affaire, à Tizi-Ouzou, lorsque, battu aux élections de 1991, par Saïd Khelil, il avoua s'être «trompé de société».

Le Rassemblement pense, certaine-



Saïd Sadi avait avancé des propositions sur le rééchelonnement de la dette extérieure.

Photo : Samir Sid

ment, que le FFS qui brille par son absence à la CNLTD et à l'Icso, est un sérieux concurrent avec son projet de consensus national, dans une mesure estimée plus dangereuse que celle représentée par le MAK dont il craint les débordements sur sa gauche. Dans de telles conditions, à quel avenir le RCD pourrait-il prétendre, après les élections de mai prochain, lui qui n'arrive pas avec seulement 13 listes de candidats validées, à étendre son influence, au-delà des limites de la région, et à conquérir une envergure nationale ?

Ce ne fut pas faute d'avoir essayé, par le passé, en recrutant, dans le Constantinois, des militants comme Hocine Nia et Badiaâ Sator, des profils identiques à ceux de Ahmed Djeddaï et Abdelmalek Bouchaf-fa, l'ancien et l'actuel secrétaire Général du FFS, eux aussi originaires de l'Est algérien.

Réussira-t-il à sortir de cette ornière ? Arrivera-t-il à dépasser l'interdit d'agir sur la base de l'appartenance régionale, l'argument-massue de ses adversaires ? Quel sort réservera-t-il à Mazafran I et II ? Des questions qui renvoient à la décomposition-recomposition du champ politique algérien, post-2016, et auxquelles la fin de l'étude essaiera de répondre avec davantage de précisions...

Les autres partis de la mouvance identitaire, ultérieurs au FFS, au RCD et au MDRA, se répartissent en deux catégories :

celle des groupes en rupture de ban avec le Front des forces socialistes – FFD, Essabil, UDR, UDS – qui déclarent militer au nom du particularisme culturel et de la démocratie et celle des mouvements extrémistes qui poursuivent – à l'exemple du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie – des visées séparatistes, publiquement soutenues et assumées.

La quasi-totalité de ces partis partagent un dénominateur commun : celui de n'avoir pas été agréés par le ministère de l'Intérieur.

b)- Le Front des forces démocratiques

Le Front des forces démocratiques fut une aile dissidente du FFS qui dut son renom à l'une des figures reconnues de la lutte de Libération nationale au sein de la Wilaya III historique : Abdelhafid Yaha – Si

***Suite en page 10***